

RESTRICTED
SECURITY INFORMATION
CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY

REPORT NO. [REDACTED]

INFORMATION REPORT

CD NO. 25X1A

COUNTRY France

DATE DISTR. 19 Dec. 1951

SUBJECT Forwarding of Informations et Conjoncture. NO. OF PAGES 1

25X1A

PLACE
ACQUIRED [REDACTED]NO. OF ENCLS. 2 (4 pp.)
(LISTED BELOW)DATE OF I
ACQUIRED [REDACTED]SUPPLEMENT TO 25X1X
REPORT NO.

Forwarded for your information are copies of the 2 November and 15 November Informations et Conjoncture. This is a newsletter prepared by Jacques Bloch-Morhange, a journalist of neutralist and anti-American sympathies. The newsletter is sent to ministers of the French government, selected deputies, and leading French industrialists, and is believed to be partially financed by a group of industrialists including Jean Raty.]

S/M

JAN 16 9 17 AM '52

CLASSIFICATION [REDACTED]

RESTRICTED

STATE	NAVY	NSRB	DISTRIBUTION							
ARMY	AIR									

Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R010100010003-4

"INFORMATIONS ET CONJONCTURE"

THIS IS AN ENCLOSURE TO

RESTRICTED79, Avenue des Champs Elysées
ELYsées 24.63
(lignes groupées)

PARIS, le 2 Novembre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

LES PONTIFES VEULENT EVITER LA CRISE QUE SOUHAITENT LES MILITANTS DES PARTIS.

Nous avons appris, hier dans la soirée, que c'est non seulement sur les conseils de M. Paul Reynaud, mais encore sur ceux de M. Vincent Auriol et Edouard Herriot, que M. René Pleven a décidé "de reprendre du poil de la bête". Tandis que les menus parlementaires radicaux, socialistes, voir indépendants, sont convaincus que le gouvernement marche au suicide à brève échéance, les pontifes des partis, vieux radicaux à la manière de M. Herriot et autres archéo-socialistes du genre de M. Ramadier, estiment qu'il faut éviter la crise. C'est la raison pour laquelle ils ont approuvé un programme de gouvernement diffusé à son de trompe, hérissé de contradictions flagrantes et qui exigerait, pour être appliqué, la constitution alternative de deux à trois majorités de rechange, tant à l'Assemblée qu'au Sénat. M. Pleven va tenter la partie parce que c'est son rôle, mais il ne semble guère croire et doute que son programme donne bien au pays "une impression de stabilité et de longévité", seule raison pour laquelle il a été publié. Un point cependant qui ne manque pas d'humour: Voilà un mois encore, M. Pleven qualifiait des termes les plus énergiques la formalité d'investiture, dont une révision de la Constitution doit entraîner la suppression. Aujourd'hui, M. Pleven ne souhaite plus du tout la suppression de cette formalité, car elle placerait son successeur éventuel dans une situation beaucoup plus favorable, en abrégant la crise qu'ouvrirait la chute de son Cabinet. Le Président du Conseil ne nous semble donc pas obnubilé par des impératifs trop strictes de doctrine.

DESACCORDS SUR LES MOYENS DE COMBLER LE DEFICIT.

Le désir plus ou moins aigu de "durer" n'en résoud pas pour autant les graves problèmes en suspens, celui du déficit budgétaire en particulier. M. Courant pense qu'il ne serait pas vain de recourir à un emprunt: "Jamais, aurait-il déclaré, les disponibilités de l'épargne et des thésauriseurs ne se sont élevées à autant de milliards dans le pays. Il faut d'une manière pathétique faire appel aux possédants en leur offrant en contre-partie des avantages exceptionnels". Mais M. René Mayer affiche, quant à lui, un certain scepticisme et répond: "Si l'on veut obtenir de l'emprunt des sommes substantielles, le seul moyen est de recourir à un emprunt forcé." Notons que les censeurs irréductibles du Gouvernement s'étonnent qu'après de si longues vacances, les Ministres n'aient pas trouvé quelques loisirs pour se mettre d'accord sur un programme minimum et technique, applicable dans les jours à venir. Il faut bien reconnaître que l'imagination ne semble pas être la caractéristique dominante des membres du gouvernement de M. René Pleven.

Quant à M. Roger Duchet, Ministre des P.T.T., il se refuse catégoriquement à laisser augmenter le coût de transport de la lettre, tout comme celui de la communication téléphonique. Il n'acceptera qu'une augmentation du prix de l'abonnement et a pris, dès maintenant, des dispositions pour l'augmentation des imprimés.

Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R010100010003-4

Cette attitude restrictive ne plait guère à M. René Mayer, lequel, sachant qu'il n'obtiendra jamais de ce Parlement le vote d'une loi de finance cohérente, s'efforce de pallier à la crise de trésorerie par la multiplication et l'augmentation des taxes indirectes, tout comme il souhaite combler une fraction de l'inévitable déficit budgétaire en empruntant à l'étranger, plus particulièrement aux Etats-Unis.

LE SENAT S'APPRETE A EXERCER UN CHANTAGE COURTOIS, MAIS VIGOUREUX, SUR L'ASSEMBLEE NATIONALE.

La réforme de la Constitution étant, paraît-il, le problème le plus urgent à régler dans le cadre de la conjoncture intérieure et internationale, les membres de la haute assemblée entendent mettre à profit cette situation -laquelle bien entendu n'a rien de commun avec la "cuisine politique" - pour retrouver intégralement les prérogatives qui étaient dévolues à l'ancien Sénat par la Constitution de 1871. La méthode qui va être employée par nos Pères conscrits est d'ailleurs d'une simplicité biblique. Etant entendu que toute réforme de la Constitution doit être approuvée par un vote des deux tiers tant à l'Assemblée qu'au Sénat, les sénateurs ne voteront la réforme qu'à la condition formelle que la première ligne à approuver soit précisément celle qui leur restituera les pouvoirs de jadis. Faute de quoi le Sénat fera de l'obstruction et ne votera rien du tout. A Byzance, quand les vieillards discutaient du sexe des anges, ils avaient au moins l'excuse de croire à leur existence.

LE RAPPORT DU GENERAL COLLINS SUR L'INDOCHINE NE SERA PAS DIVULGUE.

Tandis que le Général Guillaume confirmait publiquement, dans des termes d'une diplomatie relative, le désaccord que nous avons révélé et qui l'oppose au Consul des Etats-Unis à Rabat, le Général Collins a fait transmettre au Gouvernement français partie d'un rapport qu'il a rédigé sur ses observations en Indochine. Ce rapport ne sera pas divulgué. Révétons que le Chef d'Etat Major Général de l'Armée de terre des Etats-Unis considère comme excessive la proportion des officiers non combattants actuellement stationnés au Vietnam.

LE KREMLIN NE VEUT PAS D'UNE CONFERENCE SECRETE.

Une haute personnalité britannique a confié hier à l'un de nos informateurs que la déclaration inattendue du State Department de conclure au plus vite avec l'URSS un accord de désarmement devait être interprétée "comme une lutte de vitesse avec M. Churchill" dont nous avons révélé ici les intentions voilà plus de deux mois.

C'est là une opinion qui n'est pas dénuée d'intérêt et qui tenterait à prouver, si c'était encore nécessaire, que l'éventualité d'une conflagration générale est presque aussi impopulaire aux Etats-Unis qu'en Europe. (On peut rappeler à ce sujet que selon la revue US News les pertes américaines en Corée sont de 2.200 hommes par semaine, et que près de cent mille soldats américains ont déjà été mis hors de combat.)

Nous sommes, quant à nous, en mesure de révéler que le Kremlin considère aujourd'hui que le seul cadre de la diplomatie secrète est dépassé et qu'il n'acceptera pas de discuter dans l'ombre les grands problèmes de l'heure. Par contre, M. Vichinsky a reçu pour consigne d'entamer très avant les tractations pour la conclusion d'un accord dans le cadre strict de l'Assemblée Générale de l'ONU. A la rigueur, le Kremlin accepterait un spectaculaire rencontre Staline-Churchill-Truman, à la condition qu'elle ait lieu en Corée, et après la signature de l'armistice.

Le 2 Novembre 1951

EXPERIENCE ATOMIQUE SOVIETIQUE EN MER BLANCHE.

Nous croyons savoir que la marine soviétique a effectué en Mer Blanche, voilà quatre à cinq semaines, une importante expérience atomique sous-marine.

Cote d'alarme dans l'industrie lainière.

L'industrie textile française, notamment celle de la laine, subit une crise sérieuse que les techniciens s'efforcent en vain de juguler. La presse n'a pas révélé que dans la région de Roubaix-Tourcoing l'activité est en régression de 20% par rapport à 1950 et que la durée hebdomadaire du travail a été pratiquement ramenée à 30 heures environ. 25% des effectifs ouvriers se trouvent ainsi très sévèrement touchés. L'analyse des causes est évidemment délicate. On peut néanmoins détacher le recul des exportations de laines peignées, le ralentissement des commandes de l'Armée, les variations des cours de la laine brut, provoquant une instabilité et incitant les acheteurs éventuels à ne pas s'engager.

Dumping sur le marché français de l'automobile.

Il n'est pas question de répercuter la dernière hausse des automobiles sur les exportations de véhicules français. Le plupart des constructeurs considèrent en effet que ce serait nous fermer définitivement certains marchés extérieurs sur lesquels nous nous trouvons déjà en position d'infériorité. Ce sera donc l'acheteur autochtone qui fera les frais de l'opération.

Le Beau-Père du nouveau Chancelier de l'Echiquier crée une nouvelle usine au Canada.

La Courtaulds vient de créer au Canada une nouvelle filiale, la T.C.F. of Canada Limited, dont les usines seront construites à Cornwall (Ontario) et qui produira de la cellulose et des articles manufacturés dont le volume atteindra 7 millions de livres sterling au printemps 1953.

M. R.A. Butler, nouveau Chancelier de l'Echiquier du Gouvernement Churchill, est le gendre de M. Samuel Courtauld et il fait d'ailleurs partie personnellement du comité de direction de la firme du même nom.

Deficit du commerce extérieur de l'Australie.

Pour le mois de septembre, la balance du commerce extérieur australien a été cinq fois plus défavorable à ce pays pour le même mois de l'année 1950. Ce déficit atteint en effet 56 millions de livres australiennes pour un volume global de 95 millions de livres. Ce qui confirme d'ailleurs le déficit du commerce extérieur de l'année fiscale en cours, lequel pour le dernier trimestre écoulé a atteint 111 millions de livres australiennes, contre 38 millions pour la période correspondante de l'an passé.

LES INTENTIONS DU GENERAL PERON SUR LA BOLIVIE VONT SE REPERCUTER SUR LES COURS DE L'ETAIN.

En Argentine, certains observateurs constatent une recrudescence fébrile des préparatifs militaires qui entraînent la mise en œuvre d'une opération de police à l'état de projet. Les conseillers militaires allemands du Général

-4-

Peron semblent avoir décidé le premier ministre argentin à intervenir en Bolivie contre la Junte militaire qui assume les charges du pouvoir, même si les conseillers qui doivent être désignés par l'ONU se trouvent à pied d'oeuvre. Si le Général Peron passe des intentions aux actes, le marché international de l'étain s'en trouvera très sérieusement perturbé.

NEW DELHI VEUT SOULEVER LA QUESTION KHURDE DEVANT L'ONU.

L'intention du Gouvernement de New Delhi est de porter la question khurde devant l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement de M. Nehru aurait constitué un dossier écrasant contre la Turquie.

L'INDONESIE NE RATIFIERA PAS LE TRAITE DE SAN FRANCISCO.

Le Gouvernement Indonésien se refusera à ratifier le traité de San Francisco avec le Japon. Par contre, le gouvernement indonésien ratifierait volontiers un traité particulier avec le Japon et qui pourrait être également signé par l'Inde et la Birmanie.

NOUVEAU VEHICULE MILITAIRE EN COREE DU NORD.

Une nouvelle voiture légère militaire d'un type assez voisin de la Jeep mais de construction chinoise, a fait une première apparition sur le front de Corée.

Toute la correspondance doit être adressée à notre nouvelle adresse:

79, Champs Elysées, PARIS 8e.

Tous les articles d'argent doivent être libellés au nom de

M. Jacques B. MORHANGE

79 Champs Elysées.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

91

"INFORMATIONS ET CONJONCTURE"

C O N F I D E N T I E L

RESTRICTED

79, avenue des Champs-Élysées
Élysées 24-63
(Lignes groupées)

Paris, le 15 Novembre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures :

LES HABILETES DE MONSIEUR PLEVEN.

Le 24 Octobre dernier, Monsieur PLEVEN allait chasser la palombe en compagnie de Monsieur Pierre de CHEVIGNE. En fait, le Président du Conseil tandis que se déroulait le deuxième tour des élections cantonales rencontrait secrètement une haute personnalité gouvernementale ibérique et se mettait avec elle d'accord sur la signature d'un traité commercial valable jusqu'au 31 Octobre 1952 ainsi que sur la nomination à Madrid de Monsieur Jacques Meyrier comme Ambassadeur de France.

Monsieur René PLEVEN nous semble sur le plan parlementaire manoeuvrer avec assez d'habileté pour se tirer sans gloire de l'affaire de l'essence sur laquelle ses adversaires souhaitent le voir chuter. Selon ses propres termes, il veut, et parviendra à "augmenter la surface portante du débat, c'est-à-dire à "noyer le poisson". Il nous semble acquis que l'élévation du débat prévu pour vendredi vers des sphères d'économie et de politique générale, rendra pratiquement impossible aux Parlementaires qui ne sont ni communistes, ni R.P.F. le vote d'une motion de censure. Les abstentions par contre seront nombreuses. Le malaise est grand, pour ne citer qu'un cas dans les rangs des Indépendants où Messieurs Roger Duchet et Paul Reynaud sont en très sensible perte de vitesse. On reproche à Monsieur Duchet, qui remplit qu'avec beaucoup de gravité ses fonctions de Ministre des P.T.T., d'abandonner ses amis; quant aux reproches adressés à Monsieur Paul Reynaud, ils sont innombrables. Car si la majorité des Indépendants ne souhaite pas abattre le Gouvernement sur l'affaire de l'essence, elle considère que Monsieur Paul Reynaud, auquel une haute mission aurait été promise par Monsieur Plevén, a fait par trop ouvertement le jeu du cabinet actuel. Monsieur Isorni Député de la Seine, a très vivement attaqué Monsieur Reynaud au cours d'une réunion privée des Indépendants et il lui a déclaré "qu'il ne considérerait pas que la Présidence Reynaud était une Présidence heureuse". Sur une question de Monsieur Isorni de savoir ce que ferait Monsieur Reynaud si on lui proposait le pouvoir, l'ancien Président du Conseil a répondu : "je plains l'homme qui accepterait les charges du pouvoir car il manquera à la fois de dollars et des moyens de gouverner. Pour gouverner aujourd'hui, il faudrait les pleins pouvoirs".

NOUVELLE REEVALUATION DU TAUX D'ESCOMPTE EN VUE.

plusieurs paliers le taux d'escompte jusqu'à atteindre 6 % dans les derniers jours de l'année ou dans les tous premiers jours de l'année prochaine.

TRES VIVES ATTAQUES CONTRE MONSIEUR ROBERT SCHUMAN.

Le R.P.F. s'apprête à mener la vie dure à notre Ministre des Affaires Etrangères. Il lui sera notamment reproché de n'avoir jamais formulé la moindre réclamation auprès du Gouvernement américain qui n'a manifestement rempli qu'une faible part des engagements qu'il avait pris en ce qui concerne l'approvisionnement des fonds d'armement. Monsieur Louis VALLON a dit hier à l'un de nos informateurs "que la carence du Quai d'Orsay en cette matière était "impardonnable" car elle conditionne et hypothèque tous les autres problèmes. Par ailleurs, le sénateur Colonna affirme que les néo-destouriens font publiquement état à Tunis et dans les couloirs du Palais beylical de promesses formelles du Quai d'Orsay lesquelles n'ont été approuvées ni par les Commissions compétentes, moins encore par les Assemblées. Monsieur Colonna reproche également à Monsieur Périllier d'avoir fait sonder Monsieur Bourghiba et ses amis par des négociateurs aussi incapables qu'incompétents.

DIFFICULTES DE LA DELEGATION AMERICAINE A L'O.N.U.

Messieurs Acheson et J. Edgar Hoover qui ne reconnaissent pas le retentissement de l'intervention de Monsieur Eden à l'Assemblée plénière des Nations Unies ont déclaré à certains de leur très proches collaborateurs que là semblait être la voie de la sagesse mais que dans le climat actuel de la situation intérieure aux Etats-Unis seul Monsieur Truman lui-même pouvait prendre l'initiative d'une "coordination" avec les Britanniques laquelle correspondrait en fait à un très sensible assouplissement de la position défendue par les Etats-Unis. C'est la raison pour laquelle, Monsieur Truman, lui-même fortement embarrassé, compte sur la visite de Monsieur Churchill pour tenter - arguant d'impératifs qui lui seraient alors exprimés par le Premier Britannique - d'effectuer cette manœuvre sans offrir un flanc trop découvert à ses adversaires intérieurs. Il est actuellement hors de doute que les dispositions "révolutionnaires" interviendront dans les premiers mois de l'année 1952.

NOUS ANNONCIONS DES LE 28 SEPTEMBRE DES GREVES EN EUROPE OCCIDENTALE

Nous recevions à cette date : "De Suisse, on prévoit une "vague de grèves" sur l'Europe Occidentale pour la deuxième quinzaine de Novembre. Notre principal informateur à Zurich nous signale que "les milieux bancaires de Suisse estiment que le mouvement déclenché "pourrait atteindre en France et en Italie près de 8 millions de salariés..."

Hier, la grève était totale dans les bassins miniers du nord. Mais nous croyons savoir qu'il ne s'agit là que d'une manœuvre d'avertissement et que si, comme il est vraisemblable, les Gouvernements Approuvés For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R010100010003-4 que de détente vis-à-vis de l'Est, les consignes pourraient fort bien être rap-

tées. Il est bon de se souvenir dans cet esprit qu'en 1931, tandis que le sénateur Borrah soulignait au Sénat américain l'importance du marché russe, les Etats-Unis exportaient vers l'U.R.S.S. 74% de leur marché étranger: de fonte, 67% de leurs exportations de machines agricoles, 65% de leurs exportations de machines-outils etc... En 1937, les Etats-Unis signèrent avec l'U.R.S.S. un accord commercial qui ne fut dénoncé par eux... que le 22 Juin 1951. Au cours de la dernière guerre, les U.S.A. avaient élaboré un vaste plan de financement qui devait permettre à l'U.R.S.S. de développer son Economie, et par là-même d'augmenter son pouvoir d'absorption de produits américains. De là à conclure que certains milieux d'affaires américains qui redoutent un grave fléchissement faisant suite au boom actuel de l'armement, pensent à nouveau aux "marchés de l'est" il n'y a qu'un pas. Sans se hâter de le franchir trop vite, il serait bon d'y songer. Parfois, en retrait du rideau de fumée de toutes les propagandes.

CREATION D'UNE INDUSTRIE DU PAPIER EN AFRIQUE.

On sait peut-être que la Résidence et le gouvernement français aimeraient que la cartonnerie créée à Port-Lyautey par le groupe Béghin, étende son activité à la fabrication du papier journal. Mais nous sommes en mesure de révéler que la société américaine "Reader digest" vient de déléguer au Congo belge un de ses collaborateurs, monsieur Holman Harvey, avec mission de créer une immense papeterie dans la région de Mayumbe. Monsieur Holman Harvey, qui n'a pas perdu son temps, vient de procéder à la création d'une société dont le capital est réparti comme suit:

"Reader digest" 50%
Gouvernement du Congo belge 15%
Agrifor 35%

L'objectif de cette société est de satisfaire tous les besoins du marché africain.

LE TABAC TURC PERD DE NOMBREUX DEBOUCHES.

Le tabac qui est une des grosses exportations de la Turquie, voit ses débouchés traditionnels fermés en Tchécoslovaquie, pour des raisons politiques, et très bientôt, au Danemark et en Hollande, pour des raisons économiques. La France même risque de suivre ce mouvement restrictif. Le ministre des Affaires économiques d'Ankara, ayant saisi de ces difficultés les conseillers commerciaux américains en Turquie, s'est vu inciter à rechercher de nouveaux marchés en Belgique, en Suède, en Norvège, et en Irlande. Mais les dominions britanniques qui sont eux-mêmes gros exportateurs de tabac vers ces pays, protestent par avance et menacent en représailles de boycotter certains autres produits turcs dont ils sont consommateurs.

DESACCORD DANS LES HAUTES SPHERES SOVIETIQUES.

L'unanimité n'est pas absolue dans le camp diplomatique russe. Une fraction souhaite la continuation de la guerre froide qui ruine un peu ~~Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R010100010003-4~~ les pays de l'ouest, tandis que

certaines diplomates qui en mesurent les risques, souhaitent un apaisement international. Le trafic radio est intense entre Paris et Moscou, et les services du chiffre de la délégation soviétique, doivent avoir fort peu de loisirs. A plusieurs reprises, monsieur Vychinski est intervenu dans ce débat intérieur. Si des ouvertures sont faites, elles le seront certainement par la voie de la représentation polonaise à l'O.N.U.

Selon un représentant de la délégation de l'Inde, les Russes consentiraient à discuter de la situation italienne à la condition que promesse leur soit faite de discuter ensuite de la situation chinoise.

LES CONVERSATIONS SECRETES AMERICANO-EGYPTIENNES SE POURSUIVENT.

Ainsi que nous l'avons révélé voilà déjà plusieurs mois, les conversations secrètes n'ont cessé de se poursuivre entre les américains et les égyptiens. En ce qui concerne l'Afrique française du nord, elles sont actuellement fort engagées. Au sujet du Maroc, l'Egypte est disposée à retirer sa plainte, à la condition que les américains obtiennent du gouvernement français un aménagement du traité d'Algésiras, qui impliquerait la présence permanente d'observateurs des Nations-Unies auprès des services de la Résidence, et l'accès de ressortissants marocains aux plus hauts postes de l'Administration. Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères d'Egypte vient de communiquer à la délégation américaine à l'O.N.U. un document sur la gestion des phosphates marocains pour l'année 1950. Voici les chiffres contenus dans ce document:

Recettes: 13 milliards de francs.

Frais d'exploitation: 5, 2 milliards.

Part des actionnaires: 5 milliards.

Part du Trésor marocain: 2, 8 milliards, soit 19,5%

De plus, ce document souligne que les phosphates marocains sont affectés de conceptions économiques restrictives uniquement destinées à maintenir par protectionnisme la rentabilité des phosphates tunisiens.

LES INTENTIONS DE MONSIEUR MOSSADEGH.

Le Président du Conseil iranien est disposé à accepter la mise en route de la raffinerie d'Abadan par une société internationale, à la condition que celle-là emploie uniquement des techniciens allemands, italiens et français.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.